

Par le communiqué suivant, le Collectif « Pour une Syrie Libre et Démocratique » a appelé à manifester dans toutes les villes de France et d'Europe, le même jour et à la même heure : Samedi 10 décembre 2016 à 16 heures. La Maison du Monde en fait son édito.

SOMMAIRE

Edito

Mois des 3 Mondes

La guerre en Syrie :
ses répercussions sur la
jeunesse en France
Les racines prennent même
dans le béton

Droits humains

Communiqué sur
le Congo-Brazzaville

Peuples So

La campagne Lidl bat son plein !

Ritimo

Acquisitions du centre de doc

Café de l'actu

Scolarisation des enfants dans
le Nord-Mali

Aux croisements du monde

L'élection de Trump

Agenda

**La Maison du Monde
vous présente tous
ses meilleurs voeux
pour la
nouvelle année**

La Lettre de la Maison du Monde

éditée par

La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration

509 , Patio des Terrasses

91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-77-21-56

Fax : 01-60-78-55-33

Email : contact@maisondumonde.org

site web : maisondumonde.org

Imprimé par nos soins

édito

Paris, le 7 décembre 2016

Appel à une mobilisation du peuple français et des peuples européens pour sauver Alep du massacre et imposer un « ultimatum humanitaire » à ses bourreaux

Un carnage à très grande échelle se déroule sous nos yeux depuis plusieurs semaines à Alep. Les avions russe et syrienne se livrent, au mépris de toutes les conventions internationales, à des bombardements massifs qui ont réduit en poussière les infrastructures sanitaires d'Alep-Est et coûtent quotidiennement la vie à des dizaines de civils. Le témoignage apporté dans les médias et auprès des pouvoirs publics français par le maire d'Alep-Est, Brita Hagi Hasan, est éloquent quant à l'horreur subie par les Aleppins. Les quartiers rebelles de la ville sont en train de devenir un tombeau à ciel ouvert pour les 250.000 habitants qui y vivent encore. La reconquête d'Alep-Est par l'armée loyaliste et les milices pro-iraniennes s'accompagnent d'exactions, de massacres et de disparitions forcées qui font craindre le pire pour celles et ceux qui survivront aux bombardements.

Face à ce déluge de barbarie et à cette complaisance pour des crimes de guerre à grande échelle, le temps n'est plus aux proclamations et aux réprobations courtoises. Le Conseil de Sécurité de l'ONU est rendu inefficace par les vétos répétés de la Russie (et maintenant de la Chine). Or, la convention de 1948 pour la prévention et la répression du génocide donne aux États l'obligation d'agir. Un « ultimatum humanitaire » doit donc être lancé à Vladimir Poutine : les grandes puissances européennes doivent annoncer la mise en place unilatérale et immédiate d'une sanctuarisation de l'espace aérien d'Alep pour y réaliser des parachutages humanitaires (vivres, eau potable,

aide sanitaire, groupes électrogènes, ...) et interrompre les bombardements. Notre impuissance à mettre un terme à ces crimes demeurera une tache morale indélébile pour la conscience mondiale. Détourner les yeux du carnage perpétré sous nos yeux à Alep ne nous protège pas. C'est un acte de compromission morale et de faiblesse politique. Pourtant, nos dirigeants demeurent aujourd'hui hésitants. Nous devons par une mobilisation massive leur montrer le chemin qu'imposent la réalité géopolitique et l'exigence éthique. Chaque citoyen a les moyens d'avertir plusieurs dizaines de personnes pour contribuer à cette mobilisation, afin de dire non à la barbarie et de sauver cette part d'humanité qui, au travers de ces crimes, est désormais menacée en chacun de nous.

À cette fin, le Collectif « Pour une Syrie Libre et Démocratique » appelle à manifester dans toutes les villes de France et d'Europe, le même jour et à la même heure : Samedi 10 décembre 2016 à 16 heures. Pour les Parisiens, rendez-vous sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris. Imposons sans délai un « ultimatum humanitaire » pour sauver Alep. Répondons par notre mobilisation à l'appel désespéré lancé par le maire d'Alep-Est, Brita Hagi Hasan pour sauver les populations civiles. Dans un monde globalisé, tolérer la barbarie aujourd'hui là-bas, c'est la tolérer ici demain.

Contact presse : collectif.pslid@gmail.com

café de l'actu

Mardi 10 Janvier à partir de 18h30 à la Maison du Monde

La situation au Congo Brazzaville

à l'initiative de l'association Equité

voir page 6



'LA GUERRE EN SYRIE : SES RÉPERCUSSIONS SUR LA JEUNESSE EN FRANCE''

Une conférence animée par la secrétaire Hande UNLU a été organisée dans le cadre du Mois des 3 Mondes par l'association Les Amis Anatoliens le Samedi 26 Novembre à la Maison des Syndicats portant sur le thème de la Jeunesse.

mois des 3 mondes

Le président de l'association **Mehmet GUNGOR** a rappelé brièvement la conviction qui a été la nôtre suite à la proposition de ce projet à la Maison du Monde : le sujet brûlant d'actualité qu'était la Syrie devait-êre abordé d'une façon ou d'une autre ? Le thème de ce Mois des 3 Mondes qu'est la "Jeunesse" tombait à pic. Myriam Heilbronn a quant à elle mentionné cette phrase qui revient trop souvent : "Pour remettre les choses à l'endroit, il nous faudrait une bonne guerre". Or une bonne guerre, cela n'existe pas, il n'y a que des combats à mener pour les jeunes aujourd'hui, pour défendre leur droit et liberté élémentaires notamment.

La Conférence a commencé avec **Patrick CHENU**, directeur de la fédération des MJC d'Île-de-France, qui se définit plutôt comme un "éducateur populaire". Il rappelle la période difficile à laquelle nous faisons face aujourd'hui : crise économique, gel du progrès social... Mais surtout de la crise culturelle qui impose un seul modèle de vie, le capitalisme, comme point d'orgue à atteindre absolument. Les promesses républicaines semblent aliénées, l'enfant qui tendait à un statut meilleur ou tout du moins égal à celui de ses parents voit ses ambitions difficiles à atteindre.

Or la société française, au départ, a été créée sur un compromis de justice sociale. C'est pourquoi les MJC voient le jour après la 2^{de} GM. Il a fallu imaginer des maisons où les jeunes et les adultes pourraient s'éduquer et ainsi combattre les idéologies meurtrières qui ont frappé le siècle dernier. Cette structure qui concernait l'ensemble de la population s'est petit à petit fragmentée, une parcellisation a vu le jour : les jeunes d'un côté, les adultes d'un autre. Une logique d'accompagnement a été mise en place, ce qui a encore renforcé les disparités



sociales. La jeunesse, souligne t-il, est vue aujourd'hui comme une menace, elle n'est plus l'avenir, la ressource de notre société mais une crainte. Les MJC sont donc là pour appliquer une éducation populaire qui se concentre sur la compréhension et la construction tous ensemble de ces problèmes et de leurs solutions.

Selon le philosophe Paul Ricœur, dans une démocratie, il y a des conflits. C'est un passage même inévitable et la vraie démocratie est celle qui est "traversée par des contradictions d'intérêts", pose les désaccords et tente de les résoudre. Et c'est justement des lieux collectifs comme ceux-ci qui manquent aujourd'hui pour s'exprimer.

Prenant l'exemple des Brigades Internationales pendant la guerre d'Espagne, on peut faire un parallèle avec ceux qui partent faire le djihad : ils se considèrent comme des héros car on mobilise un imaginaire fort, celui de se battre pour une noble cause. Finalement le rôle d'éducateur est de se poser les questions suivantes : comment sommes-nous en capacité de construire, de mettre en débat l'imaginaire, de créer des utopies ici pour nos jeunes.

Pierre DEJEAN, de la LDH, revient sur une des caractéristiques de la jeunesse : l'enthousiasme. La guerre les motive sur la forme car ils sont en manque d'expérience. Dans les films, le héros gagne toujours, mais constamment par la violence, il y a donc une glorification de ces actes, ils sont justifiés.

Mais la violence n'est pas la solution et il faut, pour le comprendre, un certain temps.

Aujourd'hui, le transfert de l'information se propage à une vitesse inimaginable : on sait tout ce qui se passe dans le monde presque immédiatement. La jeunesse en France qui se revendique du pays des Droits de l'Homme constate alors que

cette utopie n'est pas une réalité partout. Pour les jeunes vivant dans ce pays, élevés avec ces valeurs, une situation de questionnement se pose. Ce qu'on leur raconte ne serait donc pas vrai ? Le Mois des 3 Mondes pose cette question : Quel engagement ? La violence est une forme d'engagement, mais ce n'est pas la bonne. Or c'est celle qui est de plus en plus choisie par les jeunes et elle représente un grand danger pour la société et pour eux-mêmes également.

Enfin **Serdar UMUT**, jeune chercheur à l'Université de Grenoble se penche sur l'origine du conflit syrien et sur la complexité de la question. Avec le conflit syrien, on est retourné à l'époque de la guerre froide avec une coalition d'un côté et la Syrie, la Russie, la Chine et l'Iran de l'autre. Cette guerre concerne donc l'actualité dans notre propre pays : la primaire à droite a été par exemple dominée par une prépondérance des questions sur la Syrie. Or il serait naïf de penser qu'en brandissant l'utopie d'un pays des Droits de l'Homme, c'est ce même régime que l'on tente d'instaurer en Syrie. Il y a des enjeux énergétiques qui sont un facteur déterminant dans ce conflit. Les scientifiques prédisent déjà qu'en 2030, le gaz sera le combustible numéro 1 sur terre.

Quid des répercussions sur la jeunesse en France ?

Le premier facteur important dans ce sujet est la complexité confessionnelle.

Cependant la jeunesse française ne connaît pas très bien ces variantes de l'Islam. On a tous un ami qui décrirait son ami musulman d'une manière fort simpliste : quelqu'un qui fait le ramadan et qui ne mange pas de porc. Il n'y a pas plus de connaissances poussées sur ce sujet. C'est donc cette complexité confessionnelle qui empêche dans un premier temps la jeunesse française d'être plus active. Il y a entre autres les Chiites, les Sunnites, et encore des dizaines de courants qui se décomposent de façon complexe et alambiquée. Cet enchevêtrement est valable pour tous. Ainsi le magistrat Marc Trévidic constatait, à notre stupéfaction, que les jeunes qui revenaient de Syrie, ignoraient jusqu'aux 5 Piliers de l'Islam.

"La première victime des guerres, c'est la vérité". C'est par cette maxime attribuée à l'écrivain Rudyard Kipling que l'on en vient au deuxième facteur : l'intoxication informationnelle. La jeunesse s'informe par le biais des chaînes de télévisions positionnées, elle ne lit pas, ne fait que suivre l'information par les médias et les politiques. Il est unanimement admis par exemple qu'Assad est un dictateur. Or une intervention de force en Syrie concrétise-t-elle la démocratie ? Les médias ont longtemps clamé que la Syrie était confessionnelle. Mais c'est faux, car les soutiens de Bashar Al Assad ne se composent pas simplement des Alaouites qui ne représentent que 13%

de la population, puisqu'à cela s'ajoutent également les chrétiens (10%) et enfin les Sunnites (64%) : une large partie du peuple soutiendrait donc Al Assad. La jeunesse est donc perdue à ce sujet. Les pays alliés de la coalition sont le Qatar, l'Arabie-Saoudite, Al Nostra, l'Armée Syrienne Libre... C'est un paradoxe



qu'elle a du mal à comprendre. Quid de l'implication de la jeunesse de France ?

Il y a une implication positive (non violence, mouvements de jeunes politisés) et négative (le Centre de Prévention des Dérives Sectaires recense ainsi 5000 radicalisés dont 2/3 qui ont entre 15-25 ans, de toutes les classes politiques). La jeunesse est une tranche de la population qui est dans la période des idéaux, qui vont-être détournés par les recruteurs djihadistes. L'identité ne se forme pas seule, chacun d'entre nous contribue à la formation de l'identité de ces jeunes, nous avons donc une part de responsabilité à ce niveau-là.

Le débat

Une question concernant le regard porté par la jeunesse musulmane par rapport à ce qui se passe là-bas a été posée. S. Umut répond qu'ils sont tout autant perdus que les autres. Il y a ici aussi une méconnaissance totale de la complexité confessionnelle. Les jeunes musulmans en France ne savent pas la pluralité de l'Islam, on leur rabâche qu'il n'y a qu'une seule vision. On polémique là-dessus mais cela concerne tous les jeunes en France puisque c'est le 1er pays à "envoyer" des djihadistes. Il faut tous les aider.

Une autre question a été posée concernant le moment où un jeune va basculer dans une violence physique et à une idéologie qui va complètement lui effacer son identité. P. Dejean relève que le mot "basculé" est le bon terme, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, mais quelles sont les autres qui ont aidé à le remplir ? La violence est déjà présente ici : dans les entreprises, dans les relations sociales, dans la compétition les uns avec les autres... Ce sont des facteurs qui s'accroissent et qui doivent être discutés dans le cadre d'une démocratie.

Cette soirée s'est enfin terminée par un moment convivial autour d'un buffet et de musique de différentes langues présentes en Anatolie.

Helin Nuage

« Les racines prennent même dans le béton »

Mercredi 7 décembre, à l'initiative du collectif Méditerranée de la Maison du Monde, nous étions une trentaine de personnes lors de la projection du film documentaire « Les racines prennent même dans le béton », du réalisateur et interviewer Claude Breteau, membre de l'association « Mémoire et Patrimoine Vivant ».

Une belle et émouvante rétrospective sur l'aventure des résidents de l'ex-SONACOTRA de Corbeil.

Des hommes venus ici trouver l'Eldorado en offrant leurs bras à des travaux difficiles afin de construire et nourrir une famille ailleurs.

Des rêves de retour bien sûr assez vite avortés. Une nouvelle vie, des nouvelles habitudes, des amitiés et le temps qui passe....



Puis la retraite. On hésite, on oscille entre le désir du retour au pays et celui de rester dans un cadre devenu familier. Toujours en exil, étranger toujours. Joséphine Backer chantait : « j'ai deux amours, mon pays et Paris... en est-il ainsi pour eux ?

Claude Breteau a animé le débat qui a suivi la projection du film. Comme d'habitude les agapes ont suivi.

Nicole Gal

Note de Lecture Politique J'incrimine la Francophonie sur le Génocide dans le Pool

Coup de gueule contre ce machin de « Francofolie »

Paris le 03/12/2016

Je viens de parcourir les six pages de la « Résolution sur les situations de crise, de sortie de crise et de consolidation de la paix dans l'espace francophone », issus de la XVIème conférence des chefs d'États et de gouvernement des pays ayant le Français en partage, qui s'est tenue à Antananarivo (Madagascar), les 26 et 27 novembre 2016. Ce texte est une insulte proférée aux Citoyens du Congo-Brazzaville. Je m'insurge contre ce travestissement de la vérité et j'incrimine l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) d'être en collusion avec le général Denis Sassou-Nguesso sur le génocide dans le Pool au Congo-Brazzaville.

En octobre 2015, Sassou-Nguesso avait eu le droit de consulter son peuple (sic), pour lui imposer une constitution mortifère. Grâce à celle-ci, il est en train d'achever, de finaliser, dans le département du Pool, dans un huis clos complet, avec la bénédiction de la communauté internationale, et de la France plus particulièrement, le génocide qu'il avait commencé le 18 décembre 1998.

De quoi s'agit-il exactement ?

Depuis le 04 avril 2016 tout un département d'une superficie de 34000 km² – superficie largement supérieure au territoire du Rwanda (26338 km²), ou du Burundi (27834 km²) –, est bombardé par des hélicoptères de combat pilotés par des Ukrainiens, des Chinois. Ces bombardements sont complétés par des fantassins, pour la plupart des mercenaires venus du Rwanda, du Burundi, du Tchad, de France, d'Angola, d'Ukraine, de Chine, etc. Lesquels mercenaires se déplacent de village en village et détruisent toute forme de vie sur leur passage. A ce jour plus de 100 villages ont déjà été détruits. Aucun organisme international, malgré nos appels répétés ne s'émeut devant une telle tragédie, une barbarie qui n'est en réalité que la continuité d'une extermination coloniale inachevée à cause de la seconde guerre mondiale.

Et alors !

Mais ce qui nous semble plus grave, c'est que le sommet de la Francophonie qui vient de se dérouler à Antananarivo (Madagascar) aurait pu gagner en estime s'il n'avait rien dit sur le Congo Brazzaville. Ce sommet est resté silencieux sur le Gabon voisin, sur le Tchad, mais pourquoi diantre a-t-il décidé de falsifier une histoire congolaise qui est en train de s'écrire quotidiennement sous nos yeux, sur le sang, les larmes et la négation des droits humains des populations Kongo et Téké, ressortissantes du département du Pool ?

Les rédacteurs du texte intitulé « Résolution sur les situations de crise, de sortie de crise et de consolidation de la paix dans l'espace francophone » ont vraiment rusé intellectuellement quand il s'est agi du Congo-Brazzaville.

Primo, ils ont encensé le dictateur, le Général d'armée Denis Sassou-Nguesso dans un paragraphe qui traite de la République Centrafricaine en ces termes : « ... *Saluons l'action de M. Denis Sassou-Nguesso, président de la République du Congo et médiateur international, pour son implication personnelle et les efforts constants qu'il a déployés pour contribuer à la réussite du processus de transition et une sortie de crise pacifique* ; » (Page 5, 3ème paragraphe).

Secundo, pour plaire à Denis Sassou-Nguesso qui dilapide l'argent du contribuable Congolais avec lequel il achète les consciences du monde entier, la situation du Congo-Brazzaville a été évoquée, juste après celle de la RDC, en page six, au 4ème paragraphe, sans employer le terme Congo-Brazzaville. Ce qui prête volontairement à confusion pour que le lecteur non averti puisse penser que ce 4ème paragraphe ainsi que les suivants s'adressent au Congo voisin, la RDC.

Pourquoi cet escamotage voulu, par les rédacteurs de cette résolution ? C'est parce que, la Francophonie adoube Sassou Nguesso, la Francophonie entérine la constitution de Denis Sassou-Nguesso que tous les Congolais ont rejeté et continuent de rejeter.

Que dit cette Constitution ?

En son Article 10 « : *Sauf en cas de perte ou de déchéance de la nationalité, aucun citoyen congolais ne peut être ni extradé, ni livré à une puissance ou organisation étrangère, pour quelque motif que ce soit. L'État a le devoir de porter assistance à tout citoyen congolais poursuivi devant une juridiction étrangère ou internationale.* »

En son Article 96 « : *Aucune poursuite pour des faits qualifiés crime ou délit ou pour manquement grave à ses devoirs commis à l'occasion de l'exercice de sa fonction ne peut plus être exercée contre le Président de la République après la cessation de ses fonctions. La violation des dispositions ci-dessus constitue le crime de forfaiture ou de haute trahison conformément à la loi.* »

Les Congolais ne doivent plus se tromper d'allié et/ou d'adversaire.

Que raconte ce sommet de la Francophonie sur notre pays, sommet tenu à Antananarivo (Madagascar) du 26 au 27 novembre 2016 ?

« ... *Encourageons les autorités de la République du Congo et l'ensemble des acteurs congolais à multiplier les efforts de dialogue afin de promouvoir la restauration de la confiance et la consolidation de la paix dans ce pays ; Rappelons la nécessité de respecter les droits de l'Homme en toutes circonstances, notamment dans le cadre des procédures engagées contre certains responsables politiques à la suite du contentieux né de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ; Réitérons l'engagement de la Francophonie à apporter aux autorités congolaises le soutien nécessaire à la mise en œuvre des réformes prévues dans le cadre de la nouvelle constitution issue du référendum du 25 octobre 2015 ; ...* »

L'engagement de la francophonie, dans ce dernier alinéa concernant le Congo est simple. L'état des lieux, les 26 et 27 novembre 2016, pendant la tenue du sommet d'Antananarivo, au Congo-Brazzaville, montre une situation d'épuration ethnique, de génocide dans le département du Pool qui dure déjà neuf

mois. Si la Francophonie encourage le général d'armée Denis Sassou Nguesso dans la mise en œuvre de cette nouvelle constitution, en ses articles 10 et 96 ci-dessus cités, c'est que cette institution est complice du crime de génocide en cours. En outre, la Francophonie travaille également pour que le Congo se désengage du Tribunal Pénal International de La Haye.

En France un président sorti des urnes il y a à peine cinq années (5), a été contesté par ses proches, ses propres ministres, son propre parti politique, jusqu'à être, presque contraint de démissionner, de se renier en ce 1er décembre 2016.

Quelle leçon les Congolais peuvent-ils attendre de la Francophonie qui leur demande d'aller dialoguer avec un bourreau qui pendant cinquante années s'est spécialisé dans les crimes de masse, le coup d'état, la corruption, le terrorisme international (Avion UTA dans le désert du Ténéré en 1989), le détournement des deniers publics (biens mal acquis) etc., dans une période qui est la plus sombre de notre pays, avec un génocide qui se poursuit, et pour lequel cette Francophonie ne s'est jamais prononcée.

De 1998 à 2002, dans la 1ère phase de ce génocide, le gouvernement français dirigé par le Président Jacques Chirac avait tenu une attitude similaire à celle du gouvernement actuel. Tous les médias français étaient orientés vers la guerre du Kosovo dans les Balkans, se détournant sciemment des six mois (Déc. 1998 à juin 1999) de siège et de ratissage des quartiers Bacongo et Makélékélé. Et pour cause, c'est l'ambassade de France qui supervisait le ramassage des cadavres dans ces deux quartiers très peuplés de Brazzaville, dans lesquels toute forme de vie avait disparu pendant ces six mois.

De nos jours, les médias sont orientés à Alep, en Syrie, en Irak, et il n'y a rien à voir au Congo-Brazzaville.

Mais le cynisme de la Francophonie va plus loin encore

La résolution condamne les massacres dans l'Est de la RDC alors que la situation est pire au Congo-Brazza voisin puisqu'elle est méthodiquement organisée par celui qui s'est autoproclamé « Président » de ce pays, le dictateur Denis Sassou Nguesso. La résolution de la Francophonie exhorte les autorités de la RDC à respecter la

constitution, alors qu'au Congo-Brazzaville, elle avalise un brûlot constitutionnel qui fait du crime de sang, de l'impunité internationale, du déni des droits humains, une loi. Oui c'est vrai, nous sommes passés en l'espace de trois sommets, depuis celui de 2012, à Kinshasa, de 2014 à Dakar, de la Francophonie à la « **Francofolie** »...

« **Les démocrates africains ont désormais compris que** : « *Les Congolais ne trouveront jamais dans l'espace francophone le soutien nécessaire pour faire prévaloir la justice, le droit, et la démocratie dans leur pays* », pour prendre l'antithèse du discours dakarois du président français. » (Emo N'Tsiabaro, « Crimes de masse et décivilisation dans le Pool. Pourquoi l'indifférence ? », Lettre du Pool, n° 2-3 du 1er octobre 2016, Paari, Paris 2016, p.3).

Comptons sur nos propres forces, compatriotes congolais. Unissons nos efforts et intensifions la désobéissance civile à l'intérieur du pays, pour la libération nationale, car un autre Congo est possible.

Mawawa Mâwa-Kiese
Alliance Congolaise pour la
Renaissance Africaine (ACRA)
[alliance.acra@gmail.com]

La campagne Lidl bat son plein !

Lancée le 7 juillet dernier, la pétition demandant à LIDL de s'engager en faveur du respect des droits des travailleurs-ses en payant un prix juste à ses fournisseurs de bananes et d'ananas, a recueilli près de 37.000 signatures à ce jour ! Le rapport « Des fruits au goût amer »¹ qui dénonce les conditions de travail dans les plantations qui fournissent Lidl a fait l'objet d'articles sur le blog de Mr Mondialisation² et le site Novethic³ notamment. Une demande de rendez-vous a été adressée à la direction de Lidl France. La date n'est pas encore confirmée mais Lidl a répondu positivement à notre demande ! Enfin, nous préparons la venue en France de notre partenaire Jorge Acosta, du syndicat équatorien des travailleurs-ses de la banane ASTAC, lors de la Semaine de la solidarité internationale. Jorge témoignera particulièrement des conditions de travail dans les plantations de bananes qui fournissent Lidl.

1 http://www.peuplessolidaires.org/sites/files/actionaid/des_fruits_au_gout_amer_version_def.pdf

2 <https://mmondialisation.org/lidl-desfruits-moins-chers-mais-au-prix-de-vieshumaines/>

3 <http://www.novethic.fr/brevettes/details/conditions-de-travail-lidl-epingle-pour-la-production-de-ses-fruits->

*Fruits de Palabres N° 59 /
octobre 2016*

ACQUISITIONS DU CENTRE DE DOC

novembre 2016

« **Atlas des Palestiniens : un peuple en quête d'un Etat** »
Pierre BLANC ; Jean-Paul CHAGNOLLAUD ; Sid-Ahmed SOUIAH - livre - 2014

« **En quête de transparence : sur la piste des banques françaises dans les paradis fiscaux** » - fascicule- 2016
Manon AUBRY ; Thomas DAUPHIN ; Lucie WATRINET

« **L'almanach de l'Essonne 2017** » - livre - 2016
Frédéric DELACOURT ; Patricia WILHELM-CHEVALIER

« **L'état de la pauvreté en France** »
SECOURS CATHOLIQUE/CARITAS FRANCE - fascicule - 2016

« **La prise de responsabilité des jeunes et les associations, Courcelles, une pédagogie de l'engagement** » LE SOCIAL EN FABRIQUE - livre - 2015

« **Et nous vivrons des jours heureux** » ACTES SUD -livre- 2016
Résumé : « *Afin d'inspirer à tous des transformations profondes, ce pacte, qui aborde les grands enjeux que sont l'emploi et le travail, les inégalités et la pauvreté, la protection sociale, la transition écologique, énergétique et agricole, le logement, l'éducation, la santé et la justice, la reprise en main de la finance, sera soumis aux candidats et aux candidates des prochaines élections et mis en débat dans tout le pays.* »



Jeudi 2 février 2017, à 19H

à la Maison des Syndicats d'Evry

à l'initiative du Collectif Méditerranée de la Maison du Monde



Rencontre-débat sur la Syrie

Avec Samar Yazbek, écrivaine et militante syrienne, et Rania Samara, professeure d'université et traductrice

En mars 2011, dans la foulée des révolutions arabes, le peuple syrien se lève à son tour et se révolte pacifiquement contre le régime tyrannique d'Assad en vue d'instaurer la démocratie, respectueuse des libertés individuelles et des minorités religieuses et culturelles. La réponse a été une répression sanglante qui a ravagé le pays, rasé des villes et des sites historiques, tué plus de 300 000 personnes, y compris femmes et enfants, fait des milliers d'handicapés et jeté des millions de réfugiés hors du pays, dont des milliers se sont noyés en Méditerranée.

Contrainte à l'exil en juillet 2011, Samar Yazbek prend refuge en France. Elle retourne clandestinement en Syrie en août 2012, puis en février et en juillet-août 2013, pour « vivre aux côtés des activistes dans le nord du pays et raconter les horreurs de la guerre civile, ... jusqu'à l'émergence de l'Etat islamique ».

Dans son ouvrage, elle livre un témoignage courageux, poignant, sur ce que vivait la population pendant cette période. Mais, depuis 2013, la situation n'a fait qu'empirer...

Samar Yazbek nous parlera non seulement de son œuvre, de son engagement et de son livre Les Portes du néant (Stock) qu'elle dédicacera, mais aussi répondra à nos questions sur les responsabilités dans le conflit, sur les forces en présence et sur l'avenir du peuple syrien que nous aimons tant.

Un pot amical clôturera cette rencontre

La Maison du Monde d'Evry,

vous invite au

Café de l'actu



café de l'actu

La parole est donnée à l'association Equité

Le général Denis Sassou N'guesso est au pouvoir depuis le 5 février 1979. Il a terminé son deuxième mandat de président en mars 2016. Mais il a pu se représenter pour un 3ème mandat après avoir fait voter en 2015 en toute illégalité une nouvelle Constitution, dans laquelle il est stipulé qu'un chef d'Etat ayant commis un génocide dans l'exercice de ses fonctions est protégé. Il a été réélu grâce à une fraude massive et à un très fort pourcentage d'abstentions, notamment dans le Pool, province où il avait fait massacrer 800 000 personnes entre décembre 1998 et septembre 2007, parce que soupçonnée d'être peu docile. Depuis ces dernières élections il fait bombarder quotidiennement les populations civiles du pays. La communauté internationale reste muette face aux violations permanentes des droits humains et aux massacres ethniques.

Si vous voulez en savoir plus, ...
... Contactez-nous : ☎ 01.60.77.21.56 / documentation@maisondumonde.org

Les Cafés de l'actu sont organisés en partenariat avec la Biocoop La Clairière et bénéficient du soutien financier du Conseil départemental de l'Essonne.

La situation politique et sociale au Congo Brazzaville

Avec Florence Dini, journaliste franco-congolaise et Gabriel Mawa Wa, Paris Editeurs.

**Mardi 10 janvier 2017 à la
Maison du Monde**

* 18h30 : Apéro bio équitable
* 19h00 à 20h30 : Débat



SCOLARISATION DES ENFANTS DANS LE NORD-MALI

Le mardi 6 décembre 2016, le Café de l'actu de la MDM a reçu Gérard Gentilhomme, président de l'association Cencenkisé, qui est résidente à la MDM. Celle-ci s'est consacrée à la scolarisation des enfants dans la région de Mopti (nord et centre du pays) et plus précisément dans les cercles de Tenenkou et de Douenza, en soutenant deux associations locales, REMEDE et AHSEBD. Celles-ci se consacrent à l'éducation des jeunes, dans un contexte devenu difficile. Dans l'assistance se trouvaient plusieurs Maliens de notre région, ceux-ci animent des associations qui soutiennent leurs villages d'origine, et ils ont apporté un précieux complément d'information venu « du terrain ».



Le Mali, vaste pays du Sahel africain de 1 240 000 km², a environ 17 550 000 habitants, très inégalement répartis (le nord est saharien et très peu peuplé). Il est caractérisé par une population et une économie essentiellement rurales (près de 80% de ruraux), par une mosaïque d'ethnies et de langues, dans lesquelles les Bambaras sont les plus nombreux, un passé riche (royaume du Ghana, empire du Mali, empire Songhaï) et une religion musulmane dominante. Malgré une croissance économique, les 2/3 de la population restent pauvres car le taux de fécondité est encore très fort et donc il y a une croissance démographique de 3,5% par an, c'est pourquoi les moins de 15 ans représentent près de la moitié de la population totale. Ces dernières années, le développement est handicapé par la situation politique et militaire, depuis que le nord du pays est touché par une rébellion touareg et par l'avancée de troupes djihadistes qui ont un moment tenté d'occuper Bamako, la capitale.

A l'heure actuelle, le taux d'alphabétisation des plus de 15 ans est de 27%, (avec un taux plus élevé pour les hommes que pour les femmes), ce qui s'explique par l'histoire du pays. Lors de l'indépendance en 1960, ce taux était de 8%, le colonisateur français n'avait instruit que les enfants des notables. D'abord la priorité du 1ER président Modibo Keïta qui a scolarisé 1/3 des enfants, l'école a été sacrifiée sous la pression du FMI et de la Banque mondiale

dès 1968 et le taux de scolarisation est tombé à 22%. C'est seulement en 1992 que l'éducation est redevenue prioritaire par la construction de locaux, la formation des maîtres et la création de deux universités, à Bamako puis à Segou. En 2005, 74% des enfants étaient scolarisés, en français, qui est la langue officielle du Mali.

Les écoles publiques sont aussi nombreuses que les écoles privées. Ces dernières relèvent de l'initiative des collectivités villageoises, et sont payantes. Elles sont souvent soutenues par des associations de coreligionnaires émigrés en France ou des associations de pays européens. Actuellement, la part du budget de l'Etat consacré à l'éducation est montée à 30%. Mais les handicaps restent nombreux, les effectifs des classes sont surchargés, un maître ayant parfois 150 élèves en deux vacations, soit une classe de 75 élèves le matin et une autre l'après-midi, et le niveau reste faible : en fin de 1ER cycle, vers 15 ans, seulement 24% a son diplôme, et c'est la même chose pour le bac.

Cencenkisé apporte depuis 10 ans son soutien à des associations locales en cherchant des financements en France, dans le cadre de la coopération décentralisée, en fournissant des bourses pour plusieurs dizaines d'enfants démunis. La scolarité dans une école villageoise avec les livres, revient à 100 à 200 euros par an. Elle verse aussi une bourse à quelques étudiants envoyés à l'Université



de Bamako. Elle finance aussi la construction de puits et de potagers, pour assurer une cantine pour des enfants qui viennent de loin. Mais à l'heure actuelle, 80% des écoles de la région de Mopti sont fermées, à cause des attaques des djihadistes d'Aqmi et Ansar Dine contre l'enseignement et à cause de l'insécurité, et le taux de scolarisation a diminué, même dans des régions plus au sud et plus sûres. En effet, l'Etat a vu baisser le nombre de touristes et son budget en est affecté.

D'une façon générale, les obstacles au développement de l'enseignement au Mali restent nombreux : la forte natalité en est un, mais il y a aussi les distances à parcourir pour les élèves, l'obligation pour les garçons d'aller travailler aux champs, on marie les filles très jeunes, on manque de cantines, d'internats pour ceux, et surtout celles, qui pourraient poursuivre l'école en ville. Il y a aussi le nomadisme. Et dès que les récoltes sont mauvaises, les villages n'ont plus de quoi payer leur instituteur, et tous ces obstacles se rajoutent aux classes surchargées, au faible niveau et à l'insécurité. Néanmoins, l'Etat a réaffirmé en octobre 2016 sa volonté de poursuivre les efforts en faveur de l'éducation des enfants.

Joelle Mesley

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	B	R	E	L		S	E	N	A	T
II	X		M	E	R	K	X		T	I
III	L	E	O	N		I		N	O	N
IV		M	I	S	S	E	L		U	T
V	C	P			M	U	P	H	T	I
VI	R	I	R	E		R		A		N
VII	I	R	E		L			U	N	E
VIII	S	E	N	T	I	E	R	S		O
IX	E		A	E	E		S	E	M	T
X		B	R	U	G	E	S		E	A
XI	B	U	D	G	E	T		A	R	N

**Solution de la grille n°146
" La Belgique "**

GRILLE N° 147

L'élection de Donald Trump

par Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I							■			
II		■		■						
III						■				
IV										
V		■								
VI							■			
VII				■		■		■		■
VIII			■							
IX				■						
X	■				■					
XI								■		

Horizontalement

I. Cette élection a constitué un véritable «ébranlement» politique. La nouvelle nous est tombée sur la tête comme une pluie qui tombe «fort». **II.** Trump a stigmatisé l'immigration massive, oubliant que ses propres aïeux en ont fait partie en prenant la place des aïeux de cet «autochtone» dont il n'a même pas parlé dans sa campagne. **III.** Il faut que nous tirions tous un «enseignement» de cet événement pour nos démocraties. Trump a été élu sans la «caution» des principaux responsables de son parti qu'il a bousculés. **IV.** En effet, la plupart des «prévisions» par sondages le donnaient perdant. **V.** Ce fut un candidat hors des «coutumes» électorales américaines. **VI.** Dans ce duel, lui et Clinton se sont renvoyé la balle sans ménagement comme dans un match de ce «sport». Cette élection signifie-t-elle que nous sommes entrés dans une «période» nouvelle ? **VII.** «Mur démantelé», contrairement à celui que veut construire Trump sur la frontière mexicaine. **VIII.** Adresse sur Internet. Ce vote a été une protestation contre ces «milieux fermés» qui détiennent le pouvoir politique, représentés par les Clinton. **IX.** Dans sa campagne, Trump n'a jamais «dis convenu» qu'il voulait chasser ces élites du pouvoir, au contraire ! Il n'a pas dit non plus que sa cause était «divine», mais les créationnistes qui l'ont soutenu massivement le pensaient peut-être ? **X.** En tout cas, les jours qui ont suivi, ses opposants, jeunes surtout, n'ont cessé de manifester leur mécontentement sur la «voie publique». Pour eux désormais, verser une «larme» sera inopérant, il va leur falloir revoir leur stratégie. **XI.** Ce macho n'a cessé de tenir un discours «misogyne». Au cœur du Nebraska.

Verticalement

1. Deux mots, le premier inachevé, pour dire que les démocraties sont dans une «mauvaise passe». **2.** Doublé chez Bernie Sanders, candidat démocrate malheureux contre Clinton. A la tête d'une «puissance» bâtie sur l'immobilier, comment ce magnat va-t-il

gérer cette nouvelle puissance dont il a pris la tête ?

3. Son arrivée à la tête de la Maison Blanche plonge le monde dans un avenir «imprévisible». Pronom qui peut désigner «lui et ses soutiens». **4.** Inversé, c'est un «surnom» fréquemment donné. Lettres de Brexit ou de repli. **5.** Ces «communautés culturelles» ont du mouron à se faire après les propos haineux de la campagne. **6.** A Denver et chez Le Pen. Ce «mode d'envoi de messages par Internet» a joué un grand rôle dans cette campagne. Clinton, qui a obtenu au moins 2 millions de voix de plus que Trump, ne pourrait-elle pas considérer qu'il y a eu un «détournement» de la volonté des électeurs avec le système du vote des grands électeurs ? **7.** Ce «jour» du 08/11/2016 restera dans l'Histoire. Ne peut-on pas dire que Trump a «subtilisé» la victoire à Clinton ? **8.** Considérée comme une revanche des Blancs contre les autres, après les deux mandats d'Obama, cette élection «déchire»-t-elle les USA pour longtemps ? La «colère» des partisans de Trump a laissé place à celle des partisans de Clinton. **9.** Trump vient de constituer une équipe la plus «opposée à toute avancée progressiste». L'électeur moyen de Trump a été un «mécontent» sans vision d'avenir. **10.** Des «nuls» en pleine confusion. La grande question «va être» de savoir si le président Trump va vraiment appliquer le programme du candidat Trump.

agenda

Mardi 10 Janvier
à partir de 18h30 à la Maison du Monde
Café de l'actu : La situation au Congo- Brazzaville à l'initiative de l'association Equité avec Florence Dini, journaliste franco-congolaise, Gabriel Mawa Wa, Paris Editeurs. (voir page 6)

Judi 2 Février
à 19h à la Maison des Syndicats
Rencontre-débat sur la situation en Syrie avec Samar Yazbek écrivaine et militante syrienne, auteur de « Les portes du néant » et Rania Samara, professeure d'université et traductrice (voir page 6)

Mardi 7 février,
à partir de 19h à la Maison du Monde
Café de l'actu : Carte blanche à GRADISCA, collectif pluridisciplinaire d'artistes liés par un engagement artistique et solidaire pour faire vivre la culture et les cultures avec Georges Nikolaïdis, chef d'orchestre, professeur au conservatoire d'Evry

MASSACRES EN SYRIE



Solution de la grille n°146 "La Belgique" page 11